En finir avec le chômage



Le problème c'est le chômage, pas le chômeur!

Renforcement des contrôles, baisse des indemnités : le gouvernement s'est engagé dans une lutte sans merci contre les chômeurs. Pourtant, avec 6 millions de demandeurs d'emplois soit 10% de la population active, **comment accuser les chômeurs d'être responsables de leur situation ?**

Les politiques libérales sont inefficaces

Depuis 30 ans, les gouvernements PS et UMP proposent toujours les mêmes politiques pour lutter contre le chômage : baisser le "coût du travail" et diminuer les droits des salariés, comme l'exige le MEDEF. C'est aussi le programme de Marine Le Pen. **Ces politiques ont déjà couté 300 milliards d'euros aux citoyens sans résultats, à part d'enrichir les actionnaires!** C'est le capital qui coûte cher à notre pays.

Changeons de politique, changeons le système!

Et si on investissait autrement? Créer des emplois répondant aux besoins sociaux et aux urgences écologiques, c'est possible. Mais pour cela, il faut organiser la séparation du MEDEF et de l'Etat. C'est au peuple de décider, pas aux rentiers. Instaurons une 6ème République sociale et écologique donnant de nouveaux droits aux salariés!



Nos mesures d'urgence pour revenir au plein emploi

Assumer l'investissement public

Les grands investissements publics créent des emplois. L'Etat peut contracter de "bonnes" dettes si elles relancent l'économie et améliorent notre qualité de vie. Il y a tant de chantiers à mettre en œuvre : construction de 200 000 logements sociaux, ouverture de 100 000 nouvelles places en crèches, le développement des transports collectifs, la transition énergétique, le développement de l'activité maritime etc

Sécuriser l'emploi et augmenter les salaires

Si le pouvoir d'achat baisse, les carnets de commande des entreprises resteront vides! Pour relancer l'activité, augmentons les salaires, les retraites, les indemnités chômage et les minima sociaux. Revenons à une réelle semaine des 35 h, mettons fin à la précarité: le CDI à temps plein doit remplacer les temps partiels subis et les CDD à répétition. Interdisons les licenciements boursiers, réquisitionnons les entreprises qui veulent délocaliser et donnons un droit de veto aux comités d'entreprises sur les décisions stratégiques. Créons enfin la citoyenneté dans l'entreprise!

Créer des emplois publics

Depuis 2007, 190 000 emplois publics ont été supprimés, la qualité des services publics s'en ressent fortement. Il faut au contraire un million d'embauches dans le public tant les besoins sont immenses : écoles, universités, crèches, justice, police, inspection du travail, impôts, etc.. Trop de contractuels de la fonction publique subissent la précarité de l'emploi : ils doivent être titularisés!

Le protectionnisme au service de l'emploi et de l'environnement

Les délocalisations détruisent près de 60 000 emplois par an. Le protectionnisme solidaire, par l'instauration de barrières douanières commerciales sur des critères sociaux et écologiques, est un puissant levier pour réorienter la production et la consommation vers nos besoins et reconstruire une capacité de production nationale. Il permettrait la relocalisation de l'économie réduisant ainsi notre empreinte écologique. Nous exigeons aussi le même droit effectif du travail pour les travailleurs détachés.





www.lepartidegauche.fr twitter.com/LePG facebook.com/partidegauche.national